

Guerre et société civile : que peut apprendre l'Europe de l'Ukraine ?

La « civilianisation » de la guerre

Quatre ans après l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie, des civils ukrainiens engagés dans l'effort de guerre témoignent d'une réalité peu analysée : la transformation profonde d'une société libérale face à la guerre. Loin du modèle de mobilisation verticale, l'Ukraine a développé une « civilianisation » de la défense — fondations, start-ups, unités de drones, recrutement civique — enracinée dans une méfiance historique envers l'État et une longue tradition d'action collective depuis le Maïdan. [AN]

« Nous faisons des desserts pour les travailleurs du quartier, et avec l'argent nous achetons des chars pour les soldats. » J'ai rencontré Stanislav Zavertailo dans l'un de ses cafés à Kyiv en février 2024, lors d'une visite organisée avec d'autres journalistes par l'ONG n-ost [1]. Zavertailo est pâtissier et propriétaire des cafés Honey and Zavertailo, élégants et branchés, dans la capitale ukrainienne.

Depuis quatre ans, une partie des recettes des deux cafés sert à acheter du matériel militaire pour l'armée. Quand je l'ai rencontré, Zavertailo m'a dit qu'avec tout l'argent qu'il avait donné au cours des trois dernières années, il aurait pu ouvrir deux boutiques supplémentaires. « J'achète des armes pour tuer des Russes avant qu'ils ne nous tuent. »

Zavertailo emploie environ 400 personnes. Certaines sont parties au front, d'autres sont mortes. Ses deux cafés soutiennent les anciens employés. Bien qu'il ne se soit pas encore engagé, Zavertailo sait qu'il devra le faire dans les prochaines années — dès que son plus jeune enfant sur trois aura l'âge requis. Il s'entraîne déjà. « On est prêts ou on se prépare à l'être. Et vous ? »

L'histoire de Zavertailo est une histoire « ordinaire » dans une Ukraine engagée dans une guerre totale avec la Russie.

Il existe actuellement des dizaines de fondations et des centaines d'initiatives en Ukraine axées sur l'acheminement d'argent, d'armes ou de matériel vers les militaires, ainsi que sur la formation et l'alimentation des soldats. Des civils collectent aussi des fonds pour soutenir des proches,

des membres de leur famille ou des brigades spécifiques. Sans oublier les ateliers animés par des bénévoles qui fabriquent des drones.

Les civils mettent également leurs compétences au service de l'effort de guerre. Il existe aujourd'hui plus de deux mille start-ups dédiées à la défense. L'agence de recrutement Lobby X — dirigée par l'entrepreneur kyivien Vladyslav Greziev — a ainsi créé Lobby X Army, un site où chaque brigade peut publier des « offres d'emploi » pour combler les lacunes du service de recrutement de l'armée.

La « civilianisation » de la guerre

« Les analyses stratégiques de la guerre négligent typiquement la question de la société », écrit Anna Colin Lebedev. « C'est dans les sciences sociales [...] que l'on trouve une réflexion sur la transformation des sociétés par la guerre (le fardeau pour les victimes et les vétérans, la destruction matérielle, le déplacement des populations, les changements dans les liens et les statuts sociaux, etc.), mais aussi sur la guerre elle-même (la production de discours et d'idéologies, la culture militaire, la réorganisation de l'activité économique, les formes de résistance, etc.). La guerre a un coût matériel quantifiable, mais une approche plus qualitative est nécessaire pour évaluer son coût sociétal et comprendre la profondeur de la transformation sociale qu'exige la conduite de la guerre. »

Chercheuse et maîtresse de conférences, Anna Colin Lebedev travaille sur les relations entre citoyens et État dans les sociétés post-soviétiques. Elle a publié **Jamais frères ?** (Seuil, 2022), une analyse des similitudes et des différences entre les sociétés russe et ukrainienne, et **Ukraine : la force des faibles** (Seuil, 2025), un essai qui reprend et approfondit nombre de ses réflexions sur le sujet.

Avant 2014, la paix était considérée comme une évidence par la plupart des Ukrainiens. Aujourd'hui, c'est la guerre qui fait partie du quotidien. Comme l'explique Colin Lebedev : « Nous vivons dans des sociétés où l'on a considéré depuis de nombreuses décennies qu'il n'est pas nécessaire d'assurer une défense solide, que la priorité c'est le social, l'éducation, le chômage. Je pense que les Ukrainiens avaient la même conviction. Et donc, quand la guerre éclate, l'armée est incapable de faire face. »

En matière de préparation — militaire, mais surtout civile et sociale — la société ukrainienne ressemble aux autres sociétés européennes. « Nous sommes des sociétés politiquement et économiquement libérales, urbanisées, éduquées et connectées » — très différentes des sociétés du passé où, en cas de « guerre de haute intensité, la majorité des citoyens croyaient et acceptaient que c'est à l'État d'assigner les rôles et les devoirs », qu'il était normal « de faire des sacrifices, si l'État vous le dit. »

Comme de nombreux autres pays, l'Ukraine a considérablement réduit la taille de ses forces armées depuis son indépendance en 1991 : le

personnel militaire total est passé de 465 000 en 1993 à 165 000 en 2013. Parallèlement, la proportion de soldats sous contrat (c'est-à-dire non enrôlés par conscription obligatoire) est passée de 8% en 2001 à 70% en 2013.

Quand la Russie a lancé son invasion à grande échelle en 2022, la résistance de Kyiv face à cet acte d'agression a stupéfait le monde. Derrière la réponse ukrainienne se trouve un phénomène qui pourrait constituer un défi pour les sociétés européennes. Colin Lebedev parle de la « civilianisation » de la guerre, néologisme forgé par Jean-Baptiste Jeangène Vilmer [2] pour désigner la manière dont les guerres sont de plus en plus menées et conduites par des civils.

Comme l'explique Colin Lebedev, cela vaut déjà pour les guerres hybrides ou les attaques contre les infrastructures. Mais dans le cas de l'Ukraine, cette dimension est particulièrement prononcée. Depuis 2022, le pays a dû élargir massivement la taille de son armée. Aujourd'hui, « au moins les trois quarts des personnes dans l'armée menaient une vie civile avant 2022. Et ce qui se passe, c'est que lorsqu'ils intègrent les forces armées, bien sûr ils assimilent la culture militaire, mais ils conservent aussi la culture civile et les pratiques, une culture professionnelle civile. » [3]

En fait, c'est l'ensemble de la société ukrainienne qui est impliquée dans la guerre, dans un sens différent de la familière « économie de guerre » qui évoque des images de femmes fabriquant des obus dans les usines pendant la Seconde Guerre mondiale. Au contraire, « les Ukrainiens estiment qu'avec leurs compétences professionnelles, ils ont un rôle à jouer dans la défense du pays. » Certains changent de métier, d'autres « mettent entièrement leurs compétences au service de la défense. »

La structure même de la défense est plus ouverte aux apports civils. Les gens expérimentent des outils et des techniques, et quand ces expérimentations donnent des résultats, ils peuvent « convaincre l'État d'adopter ces techniques ». Cela permet une agilité et une adaptabilité remarquables. La logique « est différente de la nôtre ; ici (en Europe), la défense est descendante. »

Selon Colin Lebedev, cette ouverture aux apports civils est liée à l'histoire de la société ukrainienne. D'un côté, il existe une méfiance sous-jacente envers l'État née de la fin de l'URSS et de l'indépendance. « Les Ukrainiens ont appris à ne pas compter sur l'État, parce qu'il était fragile, parce qu'il y avait de la corruption, parce que l'État providence s'était effondré... »

Du soulèvement du Maïdan à la guerre dans le Donbas, une partie de la société ukrainienne s'est investie dans une défense populaire du pays, à travers une multitude de projets et de groupes [4]. Des civils — pas

seulement ceux de la droite politique — ont rejoint l'armée. Des associations ont été créées pour aider les bataillons avec la nourriture ou les approvisionnements, ou pour soutenir les vétérans.

Pourquoi ? « Quand j'ai interviewé des Ukrainiens en 2015 qui s'étaient engagés dans l'armée ou la soutenaient », dit Colin Lebedev, « ils me disaient : « Je sais exactement combien de kilomètres il y a entre l'armée russe et ma ville et ma maison ; je sais que si je ne les arrête pas, ils continueront d'avancer. » »

C'est une réponse simple et pragmatique à une situation tragique. « La menace — pour ta famille et ton foyer — est claire et identifiable, et elle dépasse la question de ton pays. C'est beaucoup plus concret, et cela force tout le monde à se dire : « Je dois faire quelque chose ». Et c'est là une différence majeure entre nous (les Européens) et les Ukrainiens. Nous sommes déjà en guerre avec la Russie, mais cette guerre se déroule au niveau souvent ambigu de la guerre hybride. Ce ne sont pas les forces armées russes qui marchent vers nos villes, mais d'autres types d'attaques. Je pense qu'il est plus difficile pour les Européens de réaliser qu'ils sont menacés. »

« Quand on a des droits, on a aussi des devoirs », m'a dit Alla (je n'indique pas son nom de famille car l'entretien a eu lieu de manière informelle, sans le consentement de son bataillon, qui est requis pour un soldat). « J'aime ma ville natale, Kyiv, et mon ancien mode de vie, j'ai donc quelque chose à défendre. Après l'invasion russe de 2014, j'ai envisagé différents scénarios. »

Quand j'ai rencontré Alla en février 2025, elle était enjouée et légèrement punk. « Je connais l'histoire ukrainienne », m'a-t-elle dit. « Je suis convaincue qu'[les Russes] n'arrêteront jamais d'essayer de nous conquérir. Ce n'était qu'une question de temps. Je ne m'imaginais pas dans l'armée, mais je savais que je serais prête si nécessaire. Parce que je peux le faire, je n'ai pas peur, j'ai quelque chose à défendre. »

Aujourd'hui, Alla a 38 ans. Elle s'est engagée comme volontaire en 2023, après l'invasion à grande échelle. Dans sa vie précédente, elle était journaliste ; aujourd'hui, elle fait partie d'une unité de drones (repérage de cibles, communications avec d'autres unités, travail sur cartes et flux vidéo). « J'ai participé à la Révolution orange de 2004 et à la Révolution de la Dignité de 2013 [5]. J'ai aussi participé à d'importantes manifestations à Kyiv : la marche pour les droits des femmes, la Kyiv Pride, et des protestations contre la démolition de vieux bâtiments. Et beaucoup d'autres. Être soldate, c'est faire partie de quelque chose de très important pour notre avenir. »

Pour Alla, comme pour ses collègues qui étaient avec elle — des hommes et des femmes entre 35 et 40 ans, tous volontaires, tous issus de

professions très éloignées de l'armée et du monde militaire (un vidéaste, un écrivain, un professeur de philosophie) — rejoindre l'armée était la continuation d'un parcours commencé bien plus tôt. C'est l'un des choix concrets que la vie présente — et aussi une obligation [6].

« Parfois je pense à différents scénarios : que ferai-je si la guerre finit, ou comment vivrai-je pendant cette guerre ou une guerre encore plus terrible, pour le reste de ma vie. Mais ensuite je reviens à la réalité et je me demande ce que je dois faire maintenant. Je change de rôle au sein de l'armée pour acquérir de nouvelles compétences et être plus efficace ; j'essaie de rester en contact avec mes proches. Et je pense aussi à avoir des enfants. Mais pour l'instant, c'est plutôt un rêve. »

Aujourd'hui, un an après, elle m'a dit : « En regardant ces trois années et plus, je suis devenue une personne bien plus militaire que je ne l'étais en tant que civile. Je ne retournerai peut-être jamais au journalisme parce que je considère mon travail actuel comme plus important pour l'avenir de l'Ukraine. »

Selon une enquête réalisée par le centre d'études de marché et d'analyse Kiss, 54% des Ukrainiens de plus de 18 ans ne servant pas dans l'armée sont « certainement ou assez probablement » prêts à s'enrôler dans les forces armées et à défendre l'Ukraine si nécessaire. Si la mobilisation est largement perçue comme nécessaire, elle doit être « juste », écrit Colin Lebedev, ce qui signifie que « le besoin d'un recrutement socialement équitable » doit se conjuguer à « un déploiement équitable sur les lignes de front ».

Francesca Barca

<https://neweasterneurope.eu/2026/05/28/war-and-civil-society-what-can-europe-learn-from-ukraine/>

Traduit de l'anglais et notes pour ESSF par Adam Novak

<https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article78968>